

Ne pas compromettre inutilement les bilatérales

Les partisans de l'initiative 'Contre l'immigration de masse' prétendent vouloir et pouvoir, par une mesure simple, sauver la Suisse des menaces de toutes sortes. Les contingents seraient la panacée pour conjurer surpopulation étrangère, dissémination de l'habitat, perte d'emplois, embouteillages, effractions et autres catastrophes. En regardant de près, l'initiative se révèle une solution de façade. S'il est assurément légitime de thématiser les problèmes énoncés et de chercher à les résoudre, il est en revanche complètement déplacé de pointer du doigt uniquement l'immigration. L'accroissement de la prospérité est la première raison de notre plus grande mobilité et de nos besoins renforcés en matière d'habitat. Le pourcentage relativement élevé de délits commis par des étrangers est imputable non pas à la population résidente, mais avant tout à la délinquance itinérante. Et ainsi de suite. Pour chaque point abordé, il faut se demander si une politique d'immigration basée sur des contingents est la bonne réponse.

En plus de passer totalement à côté des réelles préoccupations de la population, l'initiative de l'UDC nuit gravement à notre pays. Ce projet n'est en effet – et les initiateurs sont les premiers à l'admettre – pas compatible avec l'accord sur la libre circulation des personnes. Une liberté fondamentale du marché intérieur européen non négociable pour l'UE. En exigeant des 28 États membres de l'UE qu'ils lui accordent tous un traitement de faveur, la Suisse se retrouverait dans une impasse politique. Notre pays risquerait non seulement la résiliation des Bilatérales I, mais serait aussi très mal placé en cas d'hypothétiques renégociations. Nous ne devrions pas exposer notre place économique et notre prospérité à des risques pareils. Sur ces points éminemment importants, l'initiative ne fait que des promesses en l'air.